
Documents sauvegardés

Mercredi 7 décembre 2022 à 17 h 04

1 document

Par Université de Bordeaux

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Courrier International (site web)	5 décembre 2022 Le plafonnement du prix du pétrole russe, "embargo inversé" de l'Occident Après la décision de l'Union européenne, du G7 et de l'Australie de fixer un prix plafond du pétrole russe à 60 dollars le baril, l'Opep+ a maintenu ses mesures ...	3
--------------------------------------	---	----------



© 2022 Courrier international. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

PubliC Certificat émis le 7 décembre 2022 à Université-de-Bordeaux à des fins de visualisation personnelle et temporaire.
news-20221205-ILW-023

Nom de la source

Courrier International (site web)

Lundi 5 décembre 2022

Courrier International (site web) • 1122 mots

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Le plafonnement du prix du pétrole russe, "embargo inversé" de l'Occident

Courrier international

Après la décision de l'Union européenne, du G7 et de l'Australie de fixer un prix plafond du pétrole russe à 60 dollars le baril, l'Opep+ a maintenu ses mesures de réduction de la production mondiale. En Russie, médias et experts proches du Kremlin dénoncent l'ingérence occidentale dans les logiques du marché.

Ce 5 décembre doit entrer en vigueur le plafonnement du prix du pétrole russe, mesure décidée le 2 décembre par les 27 États membres de l'Union européenne (UE), le G7 et l'Australie. Les pays occidentaux se sont mis d'accord sur un plafond visant à empêcher qu'un baril de pétrole brut russe transporté par voie maritime soit payé plus de 60 dollars (environ 57 euros). Ce plafonnement est censé avoir une portée mondiale, car les importateurs qui dépendent de la couverture d'assurance et des services d'expédition de sociétés installées dans l'UE et dans d'autres pays du G7 devront le respecter.

Début février 2023 entrera en vigueur

l'embargo sur l'importation de produits pétroliers russes.

Lire aussi Commerce. L'UE s'accorde sur un plafonnement des prix du pétrole russe à 60 dollars

Le 4 décembre, les pays membres de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont pris la décision de maintenir la mesure adoptée le 5 octobre, consistant à réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour à partir du mois de novembre. Les autorités russes ont salué cette initiative. "La mesure préventive adoptée en octobre par l'Opep+ et orientée avant tout vers la stabilisation des marchés pétroliers mondiaux était absolument adéquate. Nous avons souligné aujourd'hui qu'ils se trouvent dans un bien meilleur état qu'il y a deux mois", a déclaré le vice-Premier ministre russe, Alexandre Novak, cité par le quotidien Nezavissimaïa Gazeta.

La prochaine rencontre du comité ministériel de surveillance de l'Opep+ est fixée au 1er février, mais les représen-

tants se réservent la possibilité de se réunir à tout moment.

Moscou a annoncé à plusieurs reprises que la Russie ne livrerait pas de pétrole aux pays qui appliquent le prix plafonné. Alexandre Novak a expliqué que la Russie réfléchissait à un "mécanisme permettant d'interdire l'instauration d'un plafond" et était "même prête à réduire sa production de pétrole". Il a estimé que de telles pratiques étaient susceptibles de provoquer une déstabilisation du marché, une pénurie de ressources énergétiques et une baisse des investissements, relate la Nezavissimaïa Gazeta.

"Flotte parallèle"

Si les sociétés pétrolières russes sont privées des services des compagnies maritimes et d'assurance européennes, elles manqueront de tankers pour réorienter les volumes destinés à l'Europe vers les marchés asiatiques plus éloignés. Il n'est pas exclu, envisage le titre, qui relaie le Financial Times, que Moscou tente "d'atténuer les effets des sanctions occidentales" en ayant recours

à une "flotte parallèle" de tankers anciens afin de "réorienter ses flux". Selon le courtier maritime Braemar, la Russie aurait fait l'acquisition de plus de 100 vieux navires pétroliers pour assurer le transport de son pétrole vers les destinations qu'elle accepte de desservir.

"Une flotte de tankers issus du marché parallèle peut aider la Russie", estime un expert interrogé par la Nezavissimaïa Gazeta. Mais les navires qui sont vendus dans ce cadre sont "très vieux et nécessitent de lourds investissements de réparation", met en garde un autre spécialiste.

Les pays bénéficiaires du plafonnement se divisent en deux catégories, explique l'analyste de la compagnie russe TeleTrade Alexei Fiodorov, toujours auprès de la Nezavissimaïa Gazeta : premièrement, les concurrents directs de la Russie sur les marchés mondiaux, y compris les pays de l'Opep+, qui suppléeront les livraisons russes si la Russie renonce à ses exportations vers les pays qui appliquent le plafonnement. Deuxièmement, les pays amicaux ou neutres à l'égard de la Russie et importateurs nets, vers lesquels seront quasi intégralement réorientées les livraisons russes. "Cela permettra à ces derniers de profiter de remises supplémentaires, de faire tourner à plein régime leurs raffineries et d'augmenter leur offre sur le marché intérieur", précise-t-il.

Lire aussi Énergie. Le plafonnement du prix du pétrole russe jugé insuffisant par Kiev et rejeté par Moscou

Quant aux perdants, il s'agit des pays importateurs nets hostiles à la Russie. "Ceux-ci devront trouver une alternative au pétrole russe ou bien acheter des produits pétroliers finis à l'Inde, à la Chine et à d'autres, aux prix du marché plus

élevés et avec des coûts de transport", poursuit l'expert.

L'analyste en chef de TeleTrade, Mark Goikhman, est plus pessimiste :

"La Russie cherchera de nouveaux marchés en Asie, en Amérique latine, en Afrique. Mais réorienter une part considérable des volumes qu'elle livrait en Europe sera très difficile. D'une part, à cause d'une demande moindre et d'un marché déjà saturé par les autres fournisseurs dans ces régions, d'autre part, en raison de conditions logistiques et de transport plus complexes."

Par ailleurs, il est possible que le retrait du pétrole russe des exportations vers l'UE et vers les pays qui soutiennent le plafonnement fasse grimper les prix jusqu'à 100, voire 120 dollars le baril.

Logique de marché et globalisation

Avec l'instauration du plafonnement, l'Occident est, pour la première fois, intervenu dans le mécanisme de formation des prix du marché, "ce contre quoi il a toujours mis en garde les autres pays", critique le site Vzgliad, proche des positions du Kremlin. Or la Russie a été claire sur sa position : "Elle ne veut travailler que dans les conditions du marché." Et une limitation des prix n'est pas une mesure de marché.

"L'Arabie saoudite et les autres producteurs de pétrole sont mécontents de ce genre d'ingérence dans le marché et redoutent à juste titre que, la prochaine fois, l'Occident adopte de telles limitations à l'encontre des membres de l'Opep", écrit le site.

Dans un billet sur l'"embargo pétrolier inversé" (à savoir que la pression est exercée non par les producteurs de pétrole,

comme en 1973, mais par les acheteurs), le politologue Timofei Bordatchev, sur le site Vzgliad, renchérit sur la question du marché : "L'initiative occidentale est le résultat de l'incapacité de ces pays à résoudre leurs problèmes à l'aide des mécanismes de marché." Il ajoute :

"Du reste, toutes les décisions de l'Occident visant à déconnecter la Russie des chaînes globales de production, commerciales et financières, constituaient déjà une grossière ingérence dans la logique de marché."

"En réalité, estime-t-il, la Russie pourra faire face à toutes les sanctions de l'Occident tant qu'elle restera dans une économie de marché et intégrée au tissu de l'économie globale. À ce titre, le monde est assez grand pour qu'une rupture partielle avec l'Occident n'entraîne pas son isolement automatique. L'État russe n'a l'intention de céder sur aucun de ces deux points cruciaux aujourd'hui, car ils forment la base de la viabilité du pays dans les conditions d'un conflit militaro-politique long avec les États-Unis et leurs satellites."

Cet article est paru dans Courrier International (site web)

<https://www.courrierinternational.com/article/vu-de-russie-le-plafonnement-du-prix-du-petrole-russe-embargo-inverse-de-l-occident>